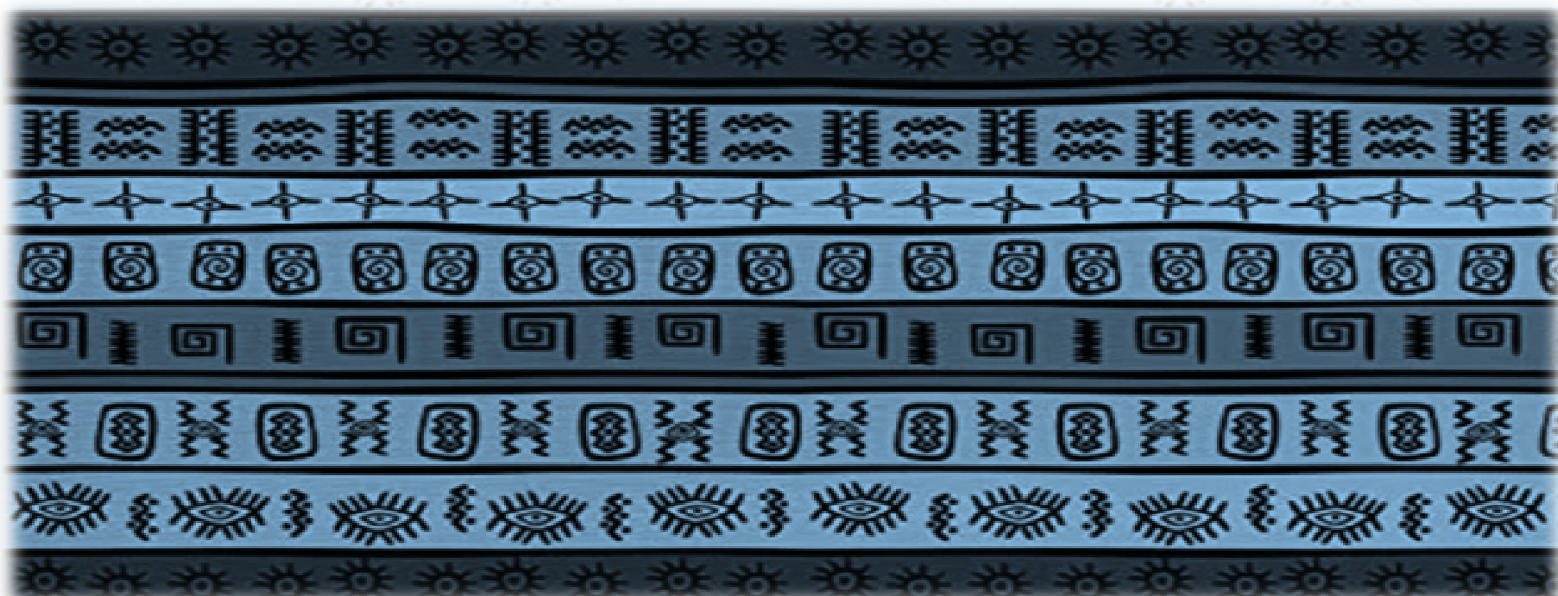




HANNIBAL STRATEGIC INSTITUTE
معهد حنبعل الاستراتيجي

Rafaa Tabib

***RETRAITS ET REDEPLOIEMENTS FRANÇAIS
DANS LE SAHARA SAHEL :
EFFETS SUR LES DYNAMIQUES DES RESEAUX DE LA CONTREBANDE,
DE LA MIGRATION CLANDESTINE ET DE L'ACTIVISME TERRORISTE***



Octobre 2021

***RETRAITS ET REDEPLOIEMENTS FRANÇAIS
DANS LE SAHARA SAHEL :
EFFETS SUR LES DYNAMIQUES DES RESEAUX DE LA CONTREBANDE,
DE LA MIGRATION CLANDESTINE ET DE L'ACTIVISME TERRORISTE***

OCTOBRE 2021

INTRODUCTION

La finalité de cette étude est d'élaborer une synthèse réflexive autour du contexte sécuritaire et aux interventions étrangères dont la région du Sahara Sahel et les confins méridionaux du Maghreb sont le lieu et l'enjeu depuis le début de l'année 2012, date à laquelle, les foyers de sédition au Mali ont repris leurs activités, reprise qui vient en écho direct à l'effondrement de l'Etat libyen.

Il s'agit donc de restituer, de manière analytique, les défis et enjeux sécuritaires dans cette large bande sahélo-saharienne à la lumière des défis structurels inhérents à la configuration locale et esquisser une prospective des menaces que pourrait générer un redéploiement des forces française dans le nord du Mali, principal terrain des affrontements entre les acteurs armés de diverses obédiences et mobiles.

Cette étude met l'accent sur une typologie des défis et menaces sécuritaires internes, externes et transfrontaliers auxquels sont confrontés les pays du Sahara Sahel à partir de leurs confins septentrionaux. Défis et menaces multiformes et aux cadences ou ampleurs différenciées selon les contextes, mais qui présentent toutefois, des similitudes que les réflexions sont appelées à identifier et à sérier, dans une première étape. En seconde étape, il est question de confronter et de mettre en miroir, les types de réponses formulées et mises en œuvre par les Etats, les institutions de coopération régionale voire internationale et surtout les structures militaires de déploiement des forces françaises, principalement dans la perspective d'une revue en profondeur de leurs présence au Mali. Grâce à cette évaluation des défis et menaces ainsi que des politiques mises en œuvre dans la lutte contre les périls sécuritaires, il est escompté de parvenir à une conclusion concernant l'évolution du terrorisme, de la criminalité transfrontalière et des carences dans la lutte contre la marginalisation des populations dans le Sahara Sahel.

STRUCTURE DE L'ANALYSE

Le présent document est organisé en une série de parties consacrées respectivement :

- A l'introduction à la situation dans l'espace saharo-sahélien ;
- A l'historique des interventions françaises dans le territoire ;
- Au contexte du retrait ;
- Aux coups d'Etat et aux problèmes de Barkhane ;
- Aux effets et impacts du retrait ;
- A la recrudescence du terrorisme dans le Burkina, l'augmentation de la contrebande, les accords de Bamako avec la société de sécurité Wagner et l'avenir des capacités d'influence de la France ;

SITUATION DANS LE SAHARA SAHEL

Le Sahel est une région qui s'étend sur la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso et qui est d'une surface de près de trois millions de kilomètres carrés. C'est une région largement appauvrie, mal contrôlée et peu peuplée. Ses frontières poreuses constituent un territoire favorable aux trafics en tous genres et principalement ceux des armes et des stupéfiants, à la migration et à l'activisme des groupes terroristes transnationaux. Les attaques djihadistes y sont par ailleurs nombreuses depuis plus d'une décennie. Les problèmes principaux du Sahel, sécheresse, corruption, pauvreté, chômage et clivages ethniques, sont bien plus complexes et inhibiteurs pour toute œuvre de développement et les interventions étrangères, militaires ou terroristes, ne semblent pas avoir atténué l'impact des crises complexes qui esulent les populations. A ce titre et selon Julie Coleman, chargée de recherche au Centre International de Lutte Contre le Terrorisme à La Haye, les interventions principalement concentrées sur la sécurité ont été vaines puisqu'elles n'ont pas abouti à un changement positif à long terme. Le problème est bien plus profond que cela. Les raisons qui ont poussé tant de jeunes Maliens à rejoindre des groupes extrémistes seraient les problèmes d'ordre sociaux, économiques et identitaires qui sévissent dans cette région. Confirmant son constat, J. Coleman déclare : « Depuis que la communauté internationale est intervenue au Mali il y a huit ans, la situation n'a fait qu'empirer et le nombre de Maliens qui rejoignent les groupes insurgés a augmenté, tout comme le nombre d'attaques ». Elle fait, par ailleurs remarquer que cette situation est principalement causée par « (...) Les violations flagrantes des droits de l'Homme » perpétrées, selon elle, par les forces de sécurité, ainsi que les exécutions extrajudiciaires et les arrestations fondées sur l'appartenance ethnique.

Au Mali, ce problème est particulièrement élevé. Dans de nombreuses régions du pays, le degré de confiance qu'expriment les populations envers les forces en charge de la sécurité à l'échelle local, lesquelles demeurent excessivement dispersées sur l'ensemble du territoire est des plus bas. La situation politique a gagné en gravité et est devenue extrêmement fragile suite aux deux coups d'Etat perpétrés en moins d'une année dans le pays.

Cependant, la situation n'est pas volatile uniquement au Mali. L'ensemble de l'espace saharo-sahélien fait face à des degrés divers et souvent relativement contrastés à trois défis principaux :

Crise de l'Etat, gouvernance et criminalité transfrontalière

Cette thématique regroupe une série de défis et de menaces, dont principalement, la corruption, l'instabilité politique, l'érosion de l'autorité de l'Etat, le déficit de légitimité des autorités, l'absence de politiques idoines de gestion des diversités culturelles, ethniques et religieuses, l'injustice et l'état d'impunité.

Les obstacles qui se dressent face à la lutte contre les menaces sécuritaires ne sont pas seulement d'ordre exogène. Ils relèvent souvent des déficits de gouvernance respectifs à la plupart des pays de la région, à leur inféodation aux stratégies d'ingérence des

puissances étrangères, aux césures spatiales et territoriales qui s'expriment au travers du manque de réseaux routiers et d'infrastructures communes entre les Etats.

Manque de perspectives dans les domaines du développement :

La prolifération de certains fléaux qui portent atteinte à la sécurité dans la région ne peut être isolée de la persistance du chômage, du développement des activités illicites et de la paupérisation progressive de la population, ainsi que de la prégnance des modèles injustes de développement économique et social.

Terrorisme et extrémisme :

L'expansion des activités terroristes jihadistes dans la région est intimement liée à la montée du prosélytisme religieux. Ce constat impose, de ce fait, une approche plurielle de cette problématique composite.

Le traitement de la violence terroriste a connu des itinéraires divers selon les pays et les configurations de cette menace. Ainsi, pour le cas de l'Algérie, qui mène depuis 1990, une guerre d'éradication du terrorisme, l'Etat a prévu des dispositions de réintégration des terroristes qui déposent leurs armes dans le cadre de la loi en faveur des repentis.

L'un des grands foyers actuels de l'activisme jihadiste ; la Libye, est confrontée au dilemme de l'identification de la menace. En effet, il n'y a pas encore une définition claire du terrorisme. En l'absence de cette définition acceptée par tous, chaque groupe élabore en conséquence, ses politiques de lutte contre la violence des groupes qui se réclament du jihadisme. La pluralité des approches empêche par conséquent, la mise en œuvre d'une entente nationale susceptible d'orienter les efforts vers la lutte contre les groupes terroristes, lesquels ont acquis une grande puissance de feu dans ce pays. La configuration libyenne trouve un écho en Mauritanie, où la faiblesse de la société civile l'empêche de dénoncer le fléau du terrorisme et de le combattre. Cependant, ce n'est pas seulement cette faiblesse de la société civile qui constitue un obstacle à la lutte contre le jihadisme, il y a lieu de souligner que certains pans de l'Etat sont complaisants à l'égard du terrorisme et des milieux mafieux, dont les connivences avec les groupes jihadistes sont avérés. Ces deux réseaux mafieux et jihadistes ont de solides ancrages au sein même de l'élite au pouvoir. Certains barons de la contrebande illicite ont même pu faire leur entrée au Parlement. A ce titre, la Mauritanie semble démunie des moyens nécessaires pour faire face aux groupes terroristes et à leurs alliés, les réseaux de la contrebande et les factions mafieuses. Les aides et les soutiens de la communauté internationale ne sont pas suffisants ni même susceptibles de prémunir le pays d'une mainmise probable sur une partie du territoire, de la part des terroristes. Le scénario de l'apparition d'une entité terroriste sur une part de la Mauritanie n'est pas une éventualité à écarter.

La configuration mauritanienne a cet avantage heuristique de taille, puisqu'il ouvre la voie vers une meilleure compréhension de la dynamique terroriste au Mali, surtout dans sa dimension territoriale et d'essaimage sur des espaces spécifiques. Cet aspect territorial est une question d'actualité au Mali où il faut souligner que les régions évacuées par les terroristes ne sont pas encore revenues dans le giron de l'Etat, ce qui fragilise toute forme de pacification dans ces zones où les autorités peinent jusqu'à ce

jour à rétablir une présence effective et digne d'un Etat souverain. Les interventions qui se sont succédées, sous plusieurs appellations, ne semblent pas avoir réussi à éradiquer le terrorisme ou les mouvements de sédition multiforme, qu'elle soit à caractère ethnique ou criminelles transfrontalières. La volatilité de la présence des forces françaises et les multiples hésitations politiques qui accompagnent les déclarations des responsables de l'Hexagone à propos de la durée des opérations dans les régions de l'Azawad, contribuent à jeter le flou et l'incertitude sur la conduite de la lutte contre les factions armées et terroristes. Un flou qui souffle comme un vent béni dans les voiles des factions de la violence politique et soutient leurs entreprises.

Dans une même perspective de lutte collégiale contre le jihadisme, il est utile de signaler que le Niger, voisin du Mali, ne peut faire face seul à la menace terroriste car, non seulement ce fléau est transnational, mais il est constamment alimenté par les innombrables crises régionales dans des pays proches. A ce titre, il est utile de rappeler que ce pays est confronté trois menaces terroristes en même temps ; Boko Haram au sud, Aqmi au nord ouest et les groupes appuyés par Daech sur sa frontière avec la Libye. Ceci, sans omettre ses propres problèmes internes.

Une autre configuration assez distincte de l'ensemble, celle du Sénégal qui n'affronte pas une menace terroriste sur son sol. Cependant, dans l'avenir, ce pays ne peut pas faire face seul aux défis du terrorisme. La spécificité du Sénégal est d'avoir, depuis le début de l'apparition de ce fléau, opté pour une politique alliant aussi bien les aspects sécuritaires et sociaux, tout en veillant à les adapter aux conditions spécifiques de la société locale.

La lutte contre la menace terroriste est intimement liée à la déradicalisation et notamment à la bataille sur le plan des valeurs religieuses. Sur ce plan, les autorités algériennes ont depuis plus de deux décennies établi un contrôle sur les prêches afin d'interdire les discours haineux du wahabisme dans les mosquées et sur les chaînes nationales de la radio ainsi qu'à la télévision. Il y a des programmes de formation des cadres masculins et féminins dans le domaine religieux et une mobilisation des réseaux de la confrérie Tijaniya dont le centre est en Algérie. Parallèlement, l'Etat a mis en œuvre une politique de déradicalisation de la jeunesse en intégrant dans l'économie formelle, les anciens du FIS et en prenant en charge les habitants des anciennes zones de conflit. Ces repentis sont souvent les porte-paroles de la propagande anti-terroriste qui sont mis au-devant lors des campagnes de sensibilisation aux méfaits du terrorisme. La société civile est aussi associée à cet effort, grâce notamment à l'encadrement des jeunes et à la diffusion des valeurs de tolérance et d'ouverture. Les services locaux et consulaires sont aussi associés, par le biais de leurs organes de proximité, dans le démantèlement des réseaux de financement des groupes terroristes. Une coordination a été mise en œuvre pour le suivi et l'orientation entre les divers services ministères dans le but de veiller à la préservation des jeunes aussi bien en Algérie que dans les pays de la diaspora et d'éloigner tout risque d'embrigadement dans les groupes terroristes. Cette approche de la question par la prévention et le dialogue est aussi adoptée au Niger, où les autorités ont développé des projets de coopération pour la déradicalisation en associant des imams. Ces derniers ont été appelés à orienter leurs prêches dans le sens de la promotion d'une vision ouverte et tolérante de l'Islam, une vision qui s'inscrit

dans la préservation du contrat social qui lie les deux grandes communautés religieuses dans le pays. Sur le plan institutionnel, deux ministères ont été créés pour répondre aux impératifs de la lutte contre la radicalisation ; le Ministère de la Jeunesse et celui de la Renaissance Culturelle. Cependant, le terrorisme est par essence, transnational et nomade. S'il constate que le terrain sur lequel il essaie d'essaimer devient stérile ; comme c'est le cas dans les deux pays cités précédemment, il opte pour une « *Hijra* », soit vers une migration en direction de régions ou pays où les stratégies de lutte contre le fléau marquent un temps d'arrêt ou sont victimes d'un échec conceptuel et opérationnel. Ainsi, la plupart des chefs terroristes dans le nord du Mali, sont originaires d'Algérie. Après l'intensification des campagnes d'éradication des factions armées dans l'Atlas algérien et l'implication massive des organes de l'Etat dans les purges territoriales de toute présence armée insurrectionnelle, les commandants des *katiba* issues du GIA (Groupes Islamiques Armés) et de l'AIS (Armée Islamique du Salut) se sont dirigés vers le sud avec leurs armes, réseaux, combattants et doctrine et se sont installés dans l'Azawad, ouvrant de ce fait, une nouvelle zone d'instabilité et un nouveau front du « combat » jihadiste.

Cette forme de « nomadisme » du jihadisme et cette capacité à pervertir les frontières constitue une « force » pour les factions terroristes, lesquelles tirent profit de la tendance des Etats à demeurer « crispés » sur leurs limites territoriales dans la lutte contre le fléau. Sans une coordination des politiques de lutte et d'éradication du terrorisme dans l'ensemble de la région, les groupes armés se revendiquant de la nébuleuse jihadiste, trouveront toujours le moyen de se déplacer d'un foyer à un autre au gré des opportunités sécuritaires.

**LE PROCESSUS DE MUTATION ACTUELLE
DU TERRORISME DANS LE SAHARA – SAHEL :**

Décloisonnement et hybridation des menaces :

La transformation des crises et conflits dans la zone saharo-sahélienne et notamment dans les régions touchées par l'intervention militaire française au nord du Mali, s'est traduite par endroits en des séquences de paix, un recyclage de certains acteurs sur d'autres théâtres et/ou dans d'autres formes de violences politiques ou criminelles, une résurgence de rébellions et une réadaptation du terrorisme.

Le terrorisme, à l'origine fondamentalement maghrébin, s'est déplacé vers la périphérie de ses foyers initiaux et pénètre le champ géopolitique voire sociopolitique de l'Afrique subsaharienne et dans l'Azawad en particulier. Qui plus est, de nouvelles alliances entre criminalité organisée, rébellions politiques et fondamentalisme terroriste se confirment mettant ainsi en évidence de nouveaux défis sécuritaires. On assiste actuellement à une conjonction et une hybridation des menaces : Ces menaces qui s'interpénètrent, s'articulent et se déploient selon des logiques territoriales nouvelles sont :

- Le trafic de drogue (plus de 40 000t de cocaïne par an) ;
- Les trafics humains et la migration clandestine ;
- Les trafics illicites de marchandises finançant des entreprises de violence ;
- Les trafics d'armes et de ressources naturelles (or, diamant, pétrole) ;
- L'importation criminelle de déchets toxiques ;
- La corruption et le blanchiment d'argent ;
- Le militarisme et la criminalisation des acteurs politiques (étatiques et non étatiques) ;
- La résurgence des coups d'Etat ;
- La criminalisation des acteurs politiques par des connivences avec les milieux du narcotrafic et du blanchiment d'argent ;
- La résurgence des rébellions et l'émergence de tendances terroristes ;
- La résurgence du conflit touareg en partie liée probablement aux nouveaux débouchés de l'économie illicite et parallèle créée et entretenue par les systèmes de conflits naissant ou en consolidation ;
- La consolidation des facteurs transnationaux et exogènes de conflictualité qui se fondent sur la mise en exergue d'un terrorisme émergent dans une large bande saharo-sahélienne pour justifier des politiques interventionnistes unilatérales. Le terrorisme et ses corollaires du trafic sont utilisés, intentionnellement ou pas, pour servir de prétexte en vue d'un repositionnement géostratégique des puissances internationales dans la zone subsaharienne et plus précisément, dans les zones septentrionales du Mali.

Au sein de l'espace sahélo-saharien, une certaine rivalité s'exerce entre des acteurs externes, notamment des grandes puissances sur le plan géostratégique et sur le terrain de l'exploitation de ressources stratégiques et énergétiques de la région (uranium, or, pétrole et gaz).

L'Histoire doit être convoquée pour cerner les dynamiques actuelles et comprendre ce qu'elles portent de rupture et de relative continuité avec le passé d'une région qui a connu des Etats théocratiques, des djihads et des constructions politiques qui ont revêtu parfois des formes violentes.

L'Histoire de la région a été marquée par des violences armées de conquêtes, de domination et de résistance. Des guerres d'expansion politique ou religieuse (le djihad d'El Haj Oumar et d'Osman Dan Fodio) et des résistances ont accompagné les grands empires et royaumes (Ghana, Mandingue, Bambara, Peul) dès l'époque précoloniale.

Des violences de razzias ont marqué la longue période de développement de l'esclavage. Il y a eu aussi la conquête coloniale, les rébellions et les mouvements armés de libération nationale ainsi que les fractures géopolitiques conséquentes aux effondrements des Etats. Ces épisodes successifs de l'Histoire politique ont déterminé des cultures et comportements de domination ou de résistance ; elles ont façonné des rapports au pouvoir.

Aujourd'hui, l'espace sahélo-saharien est marqué par l'impact de plusieurs conflits violents qui l'ont affecté et y ont déterminé des liens d'alliance ou d'antagonisme au cours des trois dernières décennies. Il s'agit notamment du :

- Conflit sahraoui ;
- La crise algérienne avec les derniers foyers reliquats de la guérilla terroriste islamiste ;
- Les rébellions au Soudan et de la crise du Darfour ;
- Les soulèvements armés périodiques au Tchad ;
- Le conflit touareg au Mali et au Niger ;
- La sédition terroriste conduite par les nébuleuses d'Al Qaïda, de Daech, de Boko Haram et d'une myriade de factions jihadistes ;
- La guerre civile en Libye ;
- L'intervention militaire directe des puissances occidentales.

La transformation de ces crises et conflits s'est traduite par endroits en des séquences de paix, un recyclage de certains acteurs sur d'autres théâtres et/ou dans d'autres formes de violences politiques ou criminelles, une résurgence de rébellions et une réadaptation du terrorisme. Ainsi, le triangle du Fezzan libyen - Nord Mali (Azawad) – Agadez au Niger semble devenir actuellement l'épicentre d'un système de conflit en constitution dans le Sahel Sahara à l'intersection de la crise touareg, du développement du terrorisme et de la criminalité organisée ainsi que des problèmes liés à la migration clandestine.

Trois types de défis affectent l'espace sahélo-saharien, principalement dans la zone d'intervention des unités de l'armée française et rendent compte des liens étroits entre sécurité, gouvernance et développement :

Une prédominance de la fragilité étatique et de la précarité :

La fragilité des Etats renvoie à des problèmes de capacité et de stabilité institutionnelle sociopolitique. Elle est nourrie dans certains contextes par une crise de la gouvernance liée elle-même à une corrosion de la légitimité. Elle s'enracine dans les difficultés de la construction nationale dans laquelle l'appareil étatique a été souvent privilégié au détriment de l'édification nationale. L'émergence de rébellions identitaires et centrifuges en constitue un marqueur. Dans les périphéries des Etats, nous sommes en présence de « zones grises », à l'instar de l'Azawad, où l'implantation de forces exogènes augmente les risques d'interventions extérieures en vertu d'un droit de poursuite de pays limitrophes ou non et d'une stratégie préventive des grandes puissances.

L'hybridation des menaces :

Ce processus de fusion - transformation est lié et conséquent au décloisonnement des aires et réseaux tenus et gérés par les acteurs de la violence et de la criminalité. Il prend aussi assise sur l'instrumentalisation des traditions des populations et la pénétration criminelle de la société tout en étant, par endroits, accéléré par les risques de rivalités violentes entre les acteurs des rebellions et les terroristes-trafiquants.

Pluralité des acteurs et des objectifs du terrorisme

Dans l'espace sahélo-saharien, les rivalités entre les acteurs étrangers institutionnels ou informels, y compris les puissances internationales et régionales, s'exercent violemment ou « pacifiquement » sur une pluralité de champs et de secteurs, dans une perspective de domination des voies, de contrôle des réseaux, de main mise sur l'exploitation de ressources stratégiques et énergétiques de la région et de consolidation de la sécurité aux frontières communes.

Les jeux des puissances et des Etats ne sont donc pas exemptes de rivalités et souvent d'oppositions déclarées ou éludées. Ces jeux troubles font le lit des terroristes dont les réseaux s'entremêlent avec les entreprises de la criminalité transfrontalière dans le cadre des processus d'hybridation. Par conséquent, nous sommes désormais en présence de situations où les stratégies des Etats versent clairement dans les objectifs des projets de déstabilisation de la région. Il importe alors et dans cet ordre d'idées, de rappeler certaines configurations de terrain pour mieux illustrer la diversité et l'interpénétration entre les Etats et les réseaux de terrorisme-trafics :

- La Guinée-Bissau a été considérée par plusieurs organisations internationales comme la porte d'entrée des stupéfiants produits en Amérique du Sud. Ces drogues sont acheminées, via des pistes contrôlées par des factions terroristes à travers les régions du Sahara Sahel. Lors de ces passages, les

groupes des jihadistes prélèvent des taxes de traversée ou participent à la redistribution dans les pays de destination ;

- La Guinée est soupçonnée de développement endogène de la production de drogue synthétique ; une drogue très prisée dans les pays où les populations ne jouissent pas de revenus importants et se rabattent, de ce fait sur ces ersatz de stupéfiants. Pour parvenir à ses marchés au Maghreb et dans d'autres contrées au Nord, cette drogue traverse les territoires contrôlés par les factions terroristes ;
- Le Mali est actuellement une plateforme de jonction des routes sahélo-sahariennes du trafic. Des routes gérées par le narcotrafic, les factions armées d'obédience terroriste ou insurrectionnels et les acteurs de migration clandestine ;
- Le Sahara Sahel est un couloir de convoi du hachich produit dans le Rif marocain. Le transport et l'écoulement de cette drogue draine des ressources importantes pour les factions terroristes autant que pour les factions tribales ou en sédition ;
- Au Nigeria, le mouvement Boko Haram est une illustration du développement d'un fondamentalisme subsaharien endogène et connecté aux réseaux actifs dans la mouvance terroriste internationale. Rebaptisé en mars 2015 « Etat islamique en Afrique de l'Ouest », le groupe Boko Haram multiplie les opérations meurtrières au Nigeria et au Tchad. Ce groupe terroriste qui a pris le relais des mouvements progressistes des Talakawa, a été fondé par Ustaz Muhammad Yusuf, imam formé en Arabie saoudite et décédé en 2009. Boko Haram s'est développé après la violente répression conduite par l'armée d'Abuja. En mars 2015, il est devenu, sous la direction de M. Aboubakar Shekau, une milice criminelle et terroriste affiliée à l'OEI et bénéficiant parfois de la connivence de haut gradés de l'armée. Elle recrute dans un sous-prolétariat illettré. Ses champs d'action sont l'Etat de Borno au Nigeria, l'est du Niger, le nord du Cameroun et l'ouest du Tchad. On estime à 17 000 le nombre de ses victimes depuis 2009. Dans le nord du Nigeria, relativement délaissé dans le partage de la rente pétrolière, la collusion entre certains responsables politiques ou l'armée et les groupes djihadistes n'a pas totalement disparu malgré les coups sévères portés à ce groupe terroriste par l'alliance des pays limitrophes ;
- Les conflits qui ont touché le Mali en 2012 ont fait intervenir des milices aux revendications très diverses : le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), qui regroupe les Touaregs en lutte pour l'indépendance, des milices proches d'AQMI, qui revendiquent l'instauration d'un califat, Ansar Dine, du Touareg Iyad Ag Ghaly, qui veut imposer la charia, le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), qui cherche à contrôler les circuits mafieux. Aujourd'hui, les réseaux djihadistes manifestent la volonté non seulement de contrôler les trafics (armes, drogue, etc.) et de contester les pouvoirs en place, mais également de redéfinir les frontières héritées de la

colonisation, de casser les liens entre l'Europe et l'Afrique sahélienne. L'opération française « Serval », autorisée par les Nations unies le 20 décembre 2012, et « Barkhane » qui compte trois mille hommes déployés dans cinq pays sahéliens (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina Faso) avec l'appui de troupes africaines et onusiennes n'ont pas éradiqué la violence de ces groupes. Les opérations militaires extérieures peuvent, temporairement, endiguer les conflits armés et la prolifération des milices, en revanche, elles sont inaptes à s'attaquer à leur terreau et risquent même, par un effet boomerang, de retourner les populations contre elles ou de disséminer des groupuscules tout à la fois mafieux, politiques et religieux. Au Mali, le gouvernement du président Amadou Toumani Touré (2002-2012) avait manifesté une relative tolérance envers les trafics et les activités des djihadistes tant qu'ils restaient cantonnés dans le nord du pays.

- Au Burkina Faso, l'ancien chef de l'Etat Blaise Compaoré (1987-2014), allumant ou alimentant des incendies pour les éteindre ensuite en tant que médiateur international, avait noué un pacte de non-agression implicite avec certaines mouvances. Il jouait ainsi volontiers le rôle d'intermédiaire pour la libération d'otages. En 2015, la dissolution du régiment de sécurité présidentielle, « Etat dans l'Etat » dirigé par l'éphémère putschiste Gilbert Diendéré, et la restructuration des services de renseignement ont contribué à rendre le pays plus vulnérable aux attentats.

Jeu de rivalités entre milices ou la guerre des « labels » terroristes :

Le djihadisme se répand à travers un jeu de rivalités. Il est le fait de milices décentralisées (par exemple, les katiba) qui s'affrontent pour contrôler les trafics et recruter des membres. Affiliées à des maisons mères, elles opèrent par alliances provisoires et savent jouer de la porosité des frontières comme de la fragilité des pouvoirs politiques, des services de renseignement et de sécurité. Cependant, on note, la prédominance d'un djihad global, du moins des allégeances croissantes, soit à l'OEI, Boko Haram, le Mujao, Ansar Beit AlMaqdis dans le Sinaï, Majilis Choura Al Moujahidine en Libye, des fractions d'Al Chabab en Somalie, soit à Al Qaida, Al Chabab somalien, Front de libération du Macina (FLM) peul au Mali, Ansar Dine. Al-Mourabitoune, fusion du Mujao et des Signataires du sang, un groupe créé en 2012 par M. Belmokhtar, s'est allié à Al Qaida, même si certaines factions ont prêté allégeance à l'OEI. A priori, ces attitudes relèvent plutôt de l'adoption de labels ou de la logique de la franchise. Les financements et les liens logistiques avec les maisons mères ne sont pas prouvés.

Si les puissances occidentales ont joué avec le feu, certains régimes arabes ont également contribué à créer la situation actuelle. Des actions qui avaient pour objectifs déclarés de promouvoir des visions idéologiques ou de soutenir un certain prosélytisme religieux, ont été détournées de leurs finalités pour verser dans des stratégies subversives après leur perversion par les réseaux terroristes ou les partis religieux. Parmi ces actions, on peut mentionner :

- Les financements des mosquées et des écoles coraniques par des fonds saoudiens ou des associations du Qatar ou d'autres pays du Golfe ;
- Les soutiens apportés par le Maroc au MNLA ;
- Les attitudes complaisantes ou les liens supposés entre les services secrets algériens et des chefs d'AQMI, principalement en dehors des frontières méridionales du pays ;
- Les retombées sur les réseaux insurrectionnels du conflit entre l'Algérie et le Maroc à propos du Sahara occidental.

HISTORIQUE DES INTERVENTIONS FRANÇAISES DEPUIS 2012 :

Depuis le 17 janvier 2012, un conflit armé oppose, dans le nord du Mali, l'armée malienne aux rebelles touaregs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) ainsi qu'au mouvement salafiste Ansar Dine, alliés à d'autres mouvements islamistes. Le MNLA revendique l'autodétermination et l'indépendance de l'Azawad (correspondant aux régions maliennes de Kidal, Gao et Tombouctou) alors que le mouvement Ansar Dine cherche l'instauration d'une république islamique avec l'application de la charia. Deux causes refusées par le gouvernement malien qui défend l'intégrité de son territoire.

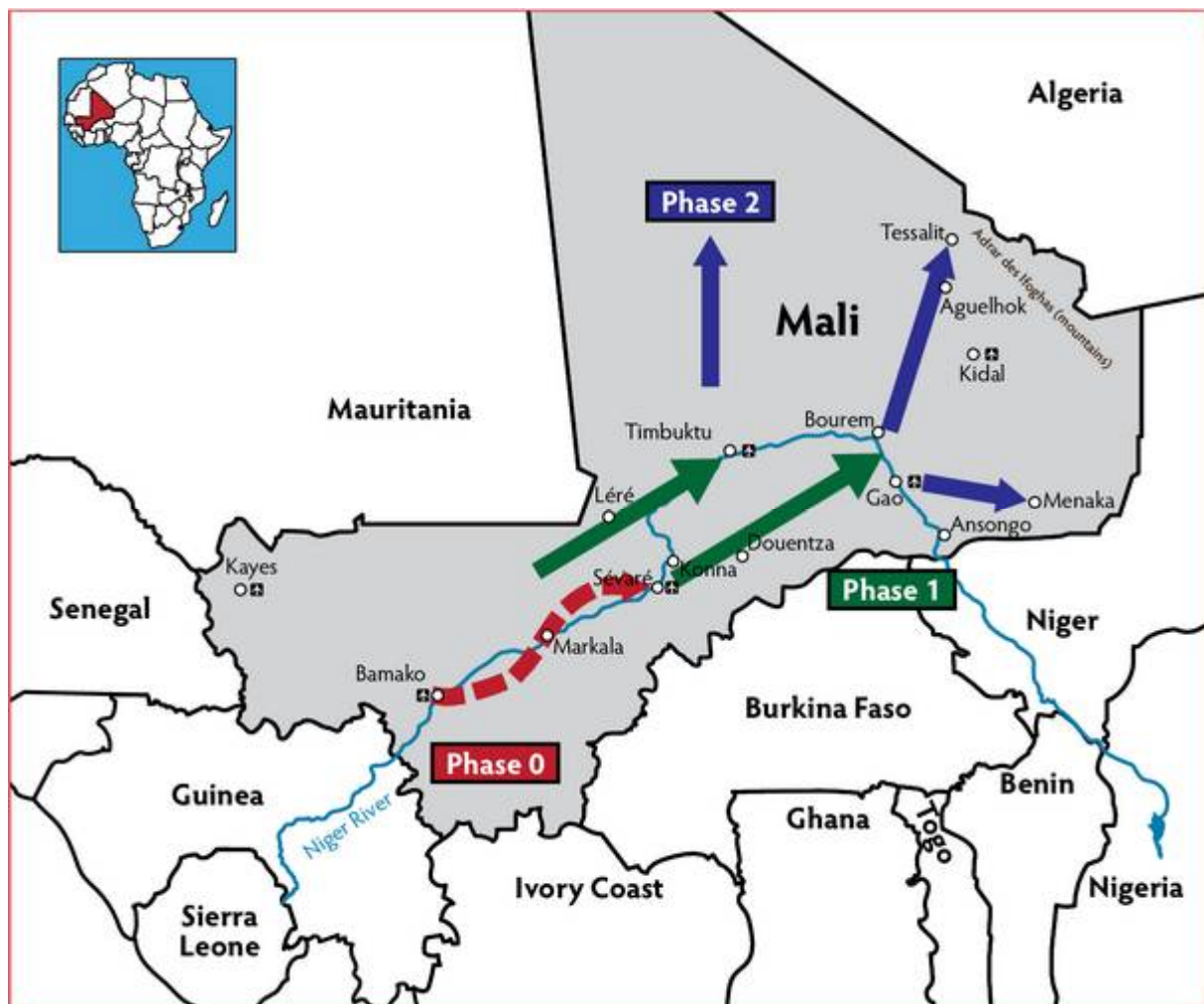
Aucun pays ne peut s'attaquer seul au problème du terrorisme. Ainsi, même si c'est la France qui est intervenue à la vitesse de l'éclair en 2013 (opération Serval) pour empêcher une filiale d'Al-Qaïda de prendre le contrôle de la capitale malienne, Bamako, il a été convenu par la suite qu'un effort collectif était essentiel. Deux missions militaires ont été menées :

- La mission de maintien de la paix de l'ONU, qui comprend 56 nations et plus de 14 000 soldats. Certaines de ces troupes se sont engagées, aux côtés des forces maliennes, dans des patrouilles de reconnaissance à longue distance dans le désert, à la rencontre des communautés éloignées, afin de les rassurer sur la présence d'une sécurité soutenue par le gouvernement ;
- Il y a ensuite la mission antiterroriste distincte, dirigée par la France, l'opération Barkhane. À l'aide de drones, d'hélicoptères et d'une base au Niger, les Français, soutenus par les services de renseignement américains, traquent les cellules djihadistes qui opèrent à travers les frontières de la région.

L'intervention française, discutée le 15 novembre 2012 entre le président français, François Hollande, et le président Nigérien, Mahamadou Issoufou, serait aussi motivée par la protection des exploitations françaises des mines d'uranium se trouvant au Niger et dans la zone de la frontière au Mali.

Opération Serval :

L'opération Serval est une opération militaire, avec 3000 soldats, menée au Mali par l'Armée française. Conduite dans le cadre de l'intervention militaire au Sahara Sahel, elle débute en janvier 2013 et se termine en juillet 2014 avec l'intégration d'un dispositif régional dans le pays, opération *Barkhane*, par les forces engagées.

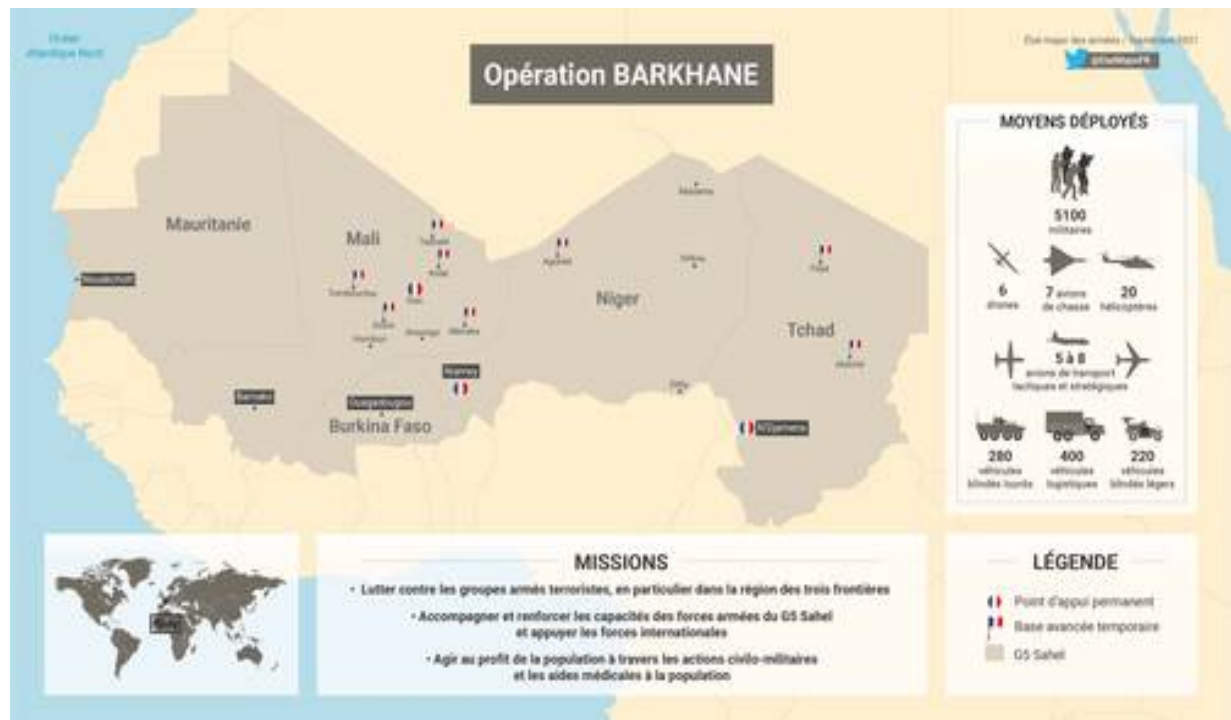


Carte du déroulement de l'opération Serval

L'opération a pour but de soutenir les troupes maliennes cherchant à repousser une offensive des groupes armés islamistes qui ont pris le contrôle de l'Azawad, la partie nord du pays. L'intervention vise à arrêter l'avancée en direction de Bamako des forces djihadistes, à sécuriser la capitale du Mali et à permettre au pays de recouvrer son intégrité territoriale (objectifs exprimés par le président français, François Hollande, le 15 janvier 2013). En trois mois, Serval, met en déroute les groupes armés.

Opération Barkhane :

L'opération Barkhane, opération militaire menée aussi au Mali par l'Armée française, remplace l'opération Serval en Août 2014. Elle s'étend sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne. Elle a constitué la plus importante opération extérieure de l'armée française, avec environ 5100 militaires déployés. Plus de 70 soldats français ont perdu leurs vies au cours des deux opérations.



Carte du déploiement de l'opération Barkhane

Les forces engagées lors de cette opération sont constituées comme suit :

- Forces spéciales Françaises (COS).
- Forces terrestres françaises.
- Forces aériennes françaises et d'autres Etats (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Danemark, Italie, Pays-Bas).
- Marine nationale.

Les insuffisances tactiques et stratégiques de Barkhane :

L'un des principes omis par les planificateurs de l'opération Berkhane stipule que « Pour que la contre-insurrection puisse réussir à long terme, le soutien de la population locale est primordial ». Or, suite à des années de mauvaise gouvernance et de négligence, laissant place à la corruption systémique, au sous-développement des pays, au chômage, à la pauvreté et aux inégalités, les citoyens ont perdu confiance en leur Etat au Mali principalement et surtout en ses alliés. Les groupes terroristes n'ont pas hésité à se réorganiser et à tenter une nouvelle fois de dresser les populations de la région contre leur gouvernement.

Il y a lieu de faire le constat qu'une décennie après, les opérations *Serval* et *Barkhane* n'ont apporté le changement escompté par ses planificateurs autant que par les populations face aux problèmes sous-jacents de la région et presque aucune amélioration de la gouvernance du pays n'a été relevée. Les armées locales dans le pays et son voisinage ne sont pas forcément prêtes à agir seules contre la menace terroriste. Et c'est le manque de gouvernance qui en est principalement la cause

résultant à des problèmes de gestion des sols, d'acheminement de la logistique, de népotisme et surtout de clivages d'ordre ethnique.

Ce constat est partagé par nombre d'analystes dont Roland Marchal, chercheur au CNRS et spécialiste des conflits armés en Afrique sub-saharienne qui a écrit à propos de l'attitude quantitativiste des politiques et des militaires dans l'évaluation des destins controversés de la guerre dans le Sahara Sahel : « *Il y a deux façons de voir les choses. On peut dresser un bilan positif, comme le fait le ministère de la Défense en comptant le nombre d'armes et de munitions saisies et détruites ou le nombre de jihadistes tués. Mais on peut aussi regarder le verre à moitié vide en constatant que les problèmes sur place ne sont pas réglés et qu'ils ont même, dans une certaine mesure, empiré. L'opération Barkhane n'a pas changé la donne : elle n'a pas permis de reconstruire l'État malien et l'insécurité est plus grande aujourd'hui qu'en 2014 puisqu'elle s'est diffusée sur de nouveaux territoires* ».

Cette évaluation de l'action militaire française lève le voile sur les limites de l'intervention armée au Mali, mais elle révèle aussi la crise de confiance qui s'est installée entre d'une part la présence française et un pan important de la population et des élites d'une autre part. Même, si par le passé, les pays de la région ont demandé l'aide de l'armée française pour des situations de sécurité ou d'insurrection intérieure, ce n'est plus le cas aujourd'hui du fait des déboires de l'opération Berkhane. Manifestement, citoyens et leaders politiques locaux deviennent de plus en plus hostiles à la présence de forces étrangères et surtout françaises sur leurs territoires. Une hostilité qui s'est exprimée à Bamako en automne 2019 par une manifestation exprimant une forte opposition contre la présence militaire française. Cependant, face à cette démonstration populaire et dans un élan de déni, le président français a déclaré qu'il considérerait cette opposition exprimée dans la rue comme une « (...) certaine forme de manipulation des populations par des groupes djihadistes (...) mais aussi par des forces étrangères ». Ces forces ne seraient selon Niagalé Bagayoko, que la Russie ou la Chine.

L'attitude opposée à la présence française a été renforcée lorsque Paris a annoncé son retrait du Sahara Sahel avec une réduction des effectifs de 5100 avant la décision à environ 2500 à 3000 éléments. Ce retrait aiderait, selon les stratèges de l'armée française, à alléger les charges financières et à réduire le bilan des pertes en vies humaines. Cette décision a été soutenue par plusieurs pays européens, lesquels ont exprimé leur intention de mettre fin aux opérations militaires de lutte contre les terroristes dans la région. Dans cet ordre de positions, le président français a déclaré que ces missions de Berkhane seraient remplacées par « *une opération d'appui, de soutien et de coopération aux armées des pays qui le souhaitent* ». Ce « remplacement » transformerait la présence militaire française en une nouvelle forme d'alliance internationale associant les pays de la région et les opérations militaires seraient seulement destinées à la lutte contre les factions terroristes et ne concerneraient plus les groupes armés qui soutiennent des revendications d'ordre ethnique. Une possibilité de négociation avec les groupes terroristes a même été discutée.

Cette nouvelle alliance ou nouveau cadre d'action, a pour objectif d'encourager les Etats à entamer un processus de restauration de leur stabilité. Il a aussi été annoncé que le reste de la présence de l'armée française rejoindrait la force opérationnelle

militaire de l'Union européenne, nommée *Task force Takuba*. Cette force est appelée par ses promoteurs et principalement par le président français à combler le vide que laisserait la France dans la région après son retrait. Ce rôle semble cependant assujéti à des considérations contraignantes, puisqu'il faut souligner que *Takuba* ne sera pas déployée sur le terrain. Son rôle serait surtout de se limiter à entraîner les forces des Etats du Sahel. Les forces américaines joueraient le même rôle mais offriraient aussi un appui logistique en termes de transport, de renseignements et de conseils.

La récurrence des coups d'Etat au Mali ou le destin brisé de Berkane :

Les coups d'Etat, la corruption et la désunion entre alliés sont autant de cadeaux faits aux groupes d'insurgés et aux terroristes au Mali et dans l'ensemble du Sahara Sahel. Ces fléaux détournent les objectifs des opérations antiterroristes, et offrent des possibilités qui permettent aux insurgés de se regrouper, de se réarmer et de préparer de nouvelles attaques.

Le Mali a récemment connu deux coups d'Etat en une année. Le premier s'est passé dans la nuit du 18 au 19 Août 2020, Ibrahim Boubacar Keïta et son premier ministre Boubou Cissé ont été arrêtés par des militaires à la fin d'une journée où avait eu lieu une mutinerie au camp de Soundiata-Keïta situé à une quinzaine de kilomètres de Bamako. A la suite de ce changement violent à la tête de l'Etat, l'Assemblée Nationale a été dissoute. Les putschistes ont dès lors annoncé la création d'un « Comité National pour le Salut du Peuple » pour conduire le pays. Ils ont aussi promis des élections, lesquelles devraient traduire leur volonté à mener une transition politique vers une démocratie viable. Toutefois, dès le 19 août 2020, les organisations panafricaines et internationales ont exprimé des condamnations extrêmement fermes envers le coup de force jugé anti-institutionnel. L'Union Africaine et la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) avaient estimé qu'une « *ligne rouge* » a été franchie et ont exigé le retour à l'« *ordre constitutionnel* » arguant ainsi que « *Le temps des coups d'Etat est révolu* », selon les termes employés par le président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki Mahamat. Dans la foulée, le Mali est suspendu de l'Union et de la Cedeao, un embargo est décrété sur l'ensemble des transactions économiques et commerciales entre ce pays et le reste de la communauté régionale, du moins dans les textes de la déclaration.

Les politiques erratiques et l'incapacité de la nouvelle équipe arrivée au pouvoir ont scellé l'échec du premier coup d'Etat et le 24 mai 2021, le Mali se réveille avec le même scénario vécu il y a moins de neuf mois. En effet, le président de la transition, Bah N'daw et son premier ministre Moctar Ouane ont été conduits au camp militaire Soundiata-Keïta après avoir été interpellés par des éléments des forces armées maliennes. Le processus entamé depuis peu pour une normalisation de la situation est suspendu au profit d'un ordre militaire.

Quelques jours après ce coup d'Etat, la présidence française exprime son intention de revoir sa présence au Mali et sa volonté de ne refuser de cautionner un régime militaire à Bamako, situation, qui selon Paris, ne peut que favoriser le chaos

sécuritaire dans le nord, torpiller toute œuvre de rétablissement de la paix et stimuler les actions terroristes.

Une position clairement exprimée par le ministère français des Armées dans un communiqué où il est écrit : « *Des exigences et des lignes rouges ont été posées par la Cédéao et par l'Union africaine pour clarifier le cadre de la transition politique au Mali et dans l'attente de ces garanties, la France (...) a décidé de suspendre, à titre conservatoire et temporaire, les opérations militaires conjointes avec les forces maliennes ainsi que les missions nationales de conseil à leur profit* ». Par cette déclaration, la France annonce l'arrêt temporaire des opérations conjointes menées par les militaires de l'opération française Barkhane avec les forces armées maliennes.

Cependant, il est des voix qui remettent en cause cette orientation en mettant l'accent sur les nuances inhérentes à la complexité des opérations sur le terrain. A ce titre, il est édifiant de mentionner la clarification apportée par Moussa Sidibé, analyste politique qui tient à mettre en lumière ces détails en déclarant que : « *Les opérations suspendues sont celles qui concernent les forces spéciales, par exemple, dans le cadre de l'opération Takuba, pour la formation des unités des forces spéciales de l'armée malienne en vue de la lutte contre le terrorisme sur place. Mais, pour tout ce qui concerne l'opération Barkhane en solo, sur le terrain, les opérations continuent* ». Ainsi, c'est l'aspect relatif à la coopération au sein de Barkhane qui est suspendu et non l'ensemble de l'opération, même s'il est très difficile de voir le dispositif fonctionner sans un apport et un soutien de la part des forces armées maliennes.

Cette lecture avancée par M. Sidibé rejoint l'analyse d'Emmanuel Dupuy, président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe qui estime, en parlant du retrait de la France du Mali, qu'il s'agit pour l'heure d'un moyen de pression sur les autorités de transition à Bamako. A ce titre, il tient à préciser que : « *C'est une décision temporaire, une décision politique, symbolique et qui ne remet pas en cause la présence des 2.500 militaires français en territoire malien, dans le cadre de l'opération Barkhane (dont l'effectif total est de 5.100 hommes). Mais c'est une décision qui in fine, en contradiction avec le discours des autorités françaises, mettra sans doute à mal l'efficacité de la lutte contre les groupes armés terroristes* ». La dimension symbolique n'est pas désuète selon le président de l'IPSE qui estime que même si c'est une décision temporaire, qui sera réévaluée, dans un avenir proche, à la lumière des réponses et des initiatives qui seront fournies par les autorités maliennes, elle n'en constitue pas moins un geste fort. Il rappelle à cet effet, des réalités factuelles du terrain puisque ces derniers mois, grâce au soutien des militaires français, l'armée malienne a enregistré plusieurs victoires dans la traque contre les djihadistes.

EFFETS ET IMPACTS

DU RETRAIT – REDEPLOIEMENT DES FORCES FRANÇAISES

D'un point de vue sécuritaire, la fermeture des bases françaises, dans les régions où les menaces sont les plus actives, mettra l'armée malienne face à une situation délicate et lui fera assumer des charges supplémentaires.

Le retrait français du territoire serait à l'origine de la recrudescence de la menace djihadiste. Les terroristes gagnent, depuis l'annonce de la réduction des effectifs, du terrain et les attaques sont sensiblement plus fréquentes face à une armée malienne désemparée et sans moyens de réplique. Plusieurs attaques meurtrières ont eu lieu et ont fait plusieurs victimes dans la zone des trois frontières à l'extrême nord du pays, une zone où le contingent tchadien tenait des positions avant de se retirer. Retrait qui a ramené les troupes de N'Djamena au pays probablement pour des raisons inhérentes à la situation intérieure. En effet, l'Etat tchadien a du faire face à une rébellion de grande ampleur et à une attaque meurtrière conduite par des rebelles partis de la frontière libyenne. En l'absence de coordination entre les forces des pays de la région face aux terroristes et autres groupes insurrectionnels ou rebelles et sans l'appui des puissances étrangères, il est clair que la situation devient de plus en plus intenable et la démobilisation des troupes n'en est qu'une illustration annonciatrice d'un effondrement prochain.

La piste de Wagner :

Pour combler le vide laissé par les forces françaises, le Mali se serait rapproché de la Russie, qui lui avait porté un certain soutien politique au lendemain des indépendances sous la conduite du président fondateur Modibo Keita. Les deux pays restent assez proches depuis les premières années de l'édification de l'Etat. Sur un autre plan, la plupart des officiers maliens ont effectué des passages à Moscou durant leur formation, y compris le Colonel Goïta. Ce dernier a gardé de ses multiples séjours en Russie une excellente connaissance du système russe.

Le rapprochement entre Bamako et Moscou à la suite de l'annonce du retrait ou du redéploiement des forces françaises, principalement dans les régions nord du pays a favorisé la perspective de l'arrivée du groupe Wagner, société militaire privée russe, à Bamako, un projet qui ne semble pas plaire aux Occidentaux. A cet effet, Josep Borrell s'est exprimé en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York en déclarant : *«Il semble que les autorités de transition discutent de la possibilité - autant que je sache aucune décision n'a encore été prise - d'inviter le groupe Wagner à opérer dans le pays»*. Commentant les actions dont se sont rendus célèbres les mercenaires russes, il a rappelé : *«Nous savons bien comment ce groupe se comporte dans différentes parties du monde»*, faisant ainsi référence aux exactions dont le groupe est accusé en Centrafrique et d'ajouter : *« Cela affecterait sérieusement la relation entre l'UE et le Mali »*.

Dans le même cadre géostratégique et s'alignant sur la position du président Borell, la France ainsi que l'Allemagne ont officiellement déclaré qu'en cas d'accord avec le groupe Wagner de la part du nouveau gouvernement malien, il y aurait un retrait total de leur part. Ainsi, le chef de la diplomatie française a déclaré à propos d'un

éventuel engagement de Wagner sur les terrains des opérations au Mali : « *C'est absolument inconciliable avec notre présence (...) et incompatible avec l'action des partenaires sahéliens et internationaux du Mali* ». M. Jean-Yves Le Drian, a d'autre part insisté sur le fait que les paramilitaires de Wagner en rappelant que ces mercenaires : « *Se sont illustrés dans le passé singulièrement en Syrie, en Centrafrique par des exactions, des prédatons, des violations en tous genres et ne peuvent, de ce fait, correspondre à une solution quelconque* ».

En réponse à cette approche européenne et à la volonté de circonscrire les options de la junte au pouvoir à Bamako au sein du cercle restreint des stratégies occidentales, le colonel Sadio Camara, a affirmé que le retrait des militaires français du Mali : « (...) *obligeait (les Maliens) à tout envisager pour sécuriser le pays* », tout en soulignant « (...) *qu'aucun acte n'a été posé avec Wagner* ». Cependant, une nouvelle livraison de matériel de guerre russe a eu lieu le 30 septembre 2021, lorsqu'un avion *Antonov An-124-100* de l'armée de l'air russe a atterri à l'aéroport de Bamako. L'avion, est capable de transporter plus de 100 tonnes de matériel et avait à son bord quatre hélicoptères de transport et d'attaque *Mi-171*. Le colonel Sadio Camara, ministre malien de la Défense, a déclaré à cet effet, que ces quatre appareils ont été achetés avec des fonds du budget national, dans le cadre d'un contrat signé en fin 2020. Des armes et des munitions offertes par la Fédération de Russie, se trouvaient aussi à bord de l'Antonov.

La menace sur la sécurité dans l'ensemble géopolitique Sahara-Sahel :

L'ensemble des acteurs de la crise malienne et les stratèges qui observent la recrudescence de l'activisme terroriste dans la bande saharo-sahélienne s'accordent à considérer la situation comme extrêmement préoccupante et redoutent un effet domino, à la fois au Sahel et du côté des pays du Golfe de Guinée. La configuration malienne tant géopolitique que géostratégique n'est pas nécessairement à circonscrire éternellement dans les frontières de ce pays si l'effort de coopération entre les intervenants venait à souffrir d'un désistement. En effet, le Sahel basculerait dans une forme d'autocratie religieuse si Barkhane se retirait de manière unilatérale, non négociée et de manière brutale comme le prédisent la plupart des stratèges de la guerre en Afrique. Politiquement, des perspectives n'écartent pas l'éventualité de l'installation au Mali d'un régime aux mains d'extrémistes salafistes, qui viserait la déstabilisation du Niger et du Burkina, ainsi que de l'Est du Sénégal et du Nord de la Côte d'Ivoire. Une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest serait agitée par des troubles qui mettraient en péril tout l'agenda de développement de cette région. Ce scénario constitue une des hypothèses de travail en cas de retrait de l'armée française ou de désistement des Occidentaux dans leur lutte contre le terrorisme au nord du Mali. Car même s'il faut rappeler que les diverses factions armées d'obédience islamistes se livrent une guerre sans merci entre elles, comme c'est le cas de celles affiliées à Al-Qaïda, d'un côté et de celles ayant fait allégeance à l'État islamique, d'un autre côté, le processus de ré-islamisation radicale et selon une trame de lecture takfiriste des sociétés du Sahel est déjà lancé depuis des années. Cet aspect relatif à la dimension religieuse et à la mutation de l'identité culturelle et politique d'une grande partie des populations dans le Sahara sahel

interpelle à plus d'un titre. Le rôle prépondérant des chefferies religieuses est édifiant dans l'analyse des mutations en cours. Ainsi, L'imam Dicko, la personnalité religieuse la plus influente du Mali à l'origine des manifestations massives en 2020 à Bamako ne cache nullement ses objectifs politiques en déclarant qu'il n'était pas hostile à l'instauration d'une république islamique au Mali. Une instauration qui ne lui semble pas inédite dans la région, puisque c'est déjà le cas du voisin mauritanien, lequel est membre du G5 Sahel. Or, un tel changement dans les choix politiques et notamment l'adoption de la Chariaa ne sonnerait pas la fin de la guerre ni la démobilisation des djihadistes, mais ouvrirait la voie à des ambitions régionales beaucoup plus vastes. Dans cette perspective, des actions terroristes en Europe ne seraient pas à écarter. Selon premier responsable de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), Bernard Emié, l'un des objectifs des djihadistes serait de commettre des attentats en Occident, en Europe en particulier. Il estime en effet, que depuis le début de l'intervention française au Mali, les factions terroristes n'ont pas arrêté de planifier de pareilles attaques. Cependant et conformément à une déclaration qu'il a formulée le 2 février 2021, la pression sur les djihadistes a constitué le seul obstacle face à leurs tentatives d'inclure le champ européen à leurs zones d'action. Un abandon de la lutte antiterroriste dans le Sahara – Sahel serait annonciateur de l'avènement d'un activisme terroriste en Europe en provenance des régions évacuées au nord du Mali.

Ces enjeux importants et la complexité des interactions au sein du dispositif français au Mali amène à l'interrogation : La fin de l'opération Barkhane signifie-t-elle la fin de la présence militaire française au Mali ? Force est de constater que l'annonce du président Macron est loin d'impliquer un retrait pur et simple des forces françaises, mais plutôt une évolution vers la mise en place d'une force européenne, en l'occurrence de la task force européenne Takuba. Cette nouvelle force est déjà constituée près de 600 hommes, dont la moitié est formée de troupes Françaises, aux côtés d'Estoniens, Tchèques, Suédois et Italiens. La France devrait donc en rester la colonne vertébrale. De même, des actions importantes, stratégiques, spectaculaires et symboliques ont eu lieu alors que le débat faisait rage autour de l'avenir de la présence française au Mali et dans la région du Sahara Sahel. La plus commentée par les stratèges, fut celle de la liquidation du chef terroriste Adnan Abou Walid.

L'élimination d'Adnan Abou Walid Al-Sahraoui :

Ce terroriste dirigeait l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS), une organisation terroriste de la mouvance ayant prêté allégeance à Daech. Il était la cible principale des forces françaises et de leurs alliés du G5. Sa liquidation a eu lieu grâce à une frappe d'un drone français en date du 17 Août 2021. Considéré comme l'ennemi prioritaire de la coalition du G5, Abou Walid est soupçonné d'être le commanditaire et l'exécutant de plusieurs opérations terroristes menées contre, non seulement les civils, les forces maliennes et nigériennes, mais aussi les soldats français et américains. De son vrai nom, Lahbib Ould Abdi Ould Saïd Ould El Bachir, il a grandi dans les camps établis aux abords des terrains de la guerre au

Sahara occidental, une guerre qui oppose encore, depuis la moitié de la décennie 1970, le Front du Polisario et le Maroc. Sa biographie indique en effet, qu'il est né en 1973 à Laâyaoune, principale localité du Sahara occidental, au sein de la tribu nomade prédominante dans cette région ; les Rguibat. Enfant, il a fui les combats avec sa famille, notamment à la suite de l'occupation du territoire par l'armée chérifienne et le déclenchement du conflit qui embrase, par intermittence la province disputée. Jeune homme sans ressources ni attaches, il parvient à trouver refuge au sein des camps du Front Polisario en Algérie, dans des conditions d'extrême précarité. Tirant profit des largesses de l'Etat algérien, il est accepté pour suivre des études supérieures à l'université Mentouri de Constantine en sciences sociales où il obtient son diplôme en 1997. La même année, il s'engage dans l'Armée Populaire, la branche armée du Front Polisario où il apprend le maniement des armes jusqu'en 2004, année où il entreprend d'entrer en contact avec des étudiants sahraouis de l'Institut Ibn Abbas de Nouakchott, institut proche du wahabisme saoudien, en Mauritanie. Progressivement, l'ancien sociologue et officier de l'armée du Polisario rejoint la mouvance islamiste radicale. Grâce à sa culture et à ses réseaux tribaux ainsi qu'à un certain laxisme à l'égard de ses prêches de la part des services de la sécurité en Mauritanie, il parvient à rassembler autour de son leadership les jeunes arabes des confins méridionaux du Maghreb et les plus radicaux au sein des lignages touaregs. En prêtant allégeance à la centrale terroriste Daech, il est parvenu à fédérer les fragments épars de l'organisation et à lui assurer un financement grâce aux rapines et à la prédation des ressources. Ses faits d'armes, dirigés en priorité contre les forces occidentales, lui ont certes assuré une notoriété dans les rangs de la mouvance djihadiste au nord du Mali, mais ils l'ont inscrit aussi à la tête des terroristes les plus ciblés par les actions de liquidation.

En éliminant ce terroriste, les forces françaises sont parvenues à briser l'ascension fulgurante de l'un des leaders les plus dangereux en termes de capacités organisationnelles et de charisme. Une action qui n'aurait pas été possible sans une coordination effective, même si elle reste discrète ou occultée pour des raisons politiques, entre les Forces Armées Maliennes et les troupes françaises.

Présence militaire étrangère et enjeux économiques

Le sous-sol du Mali regorge de plusieurs ressources minières. En effet, le sel, l'or, le calcaire ou encore le pétrole constituent autant de ressources minières partiellement ou faiblement exploitées au Mali, malgré les réserves énormes dont dispose le pays. Les opportunités qu'offrent ces richesses du sous-sol attirent des investisseurs de divers horizons et principalement de France qui est encore le principal investisseur au Mali. Cependant, plusieurs autres ressources stratégiques du pays, à l'instar du fer, de la bauxite ou encore du gaz naturel restent encore largement inexploitées faute de transparence dans les procédures d'attribution des permis de prospection ou d'exploitation, mais aussi et surtout de sécurité des territoires. La France, par sa présence sur le terrain préserve ses intérêts locaux et parvient par la même à protéger les gisements d'uranium au Niger voisin, principalement à Alit où la

compagnie Areva a implanté une infrastructure imposante d'exploitation de ce site stratégique pour l'ensemble de l'industrie énergétique nucléaire.

Toutefois, dans les interstices des clivages générés par les politiques clivantes de la France au Mali, ce pays, du fait de sa position stratégique mais aussi de ses multiples richesses minières, attire de nombreux autres pays. En effet, le Mali est un grand pays où des enjeux de géopolitique, de géostratégie, de richesses minières et de populations suscitent d'énormes convoitises. Les concurrences engagées par plusieurs puissances au Mali et dans le voisinage saharo – sahélien est assimilable à une guerre froide locale qui ne dit pas son nom. Le jeu géopolitique met en présence une Russie qui semble vouloir se réimplanter en Afrique avec une France qui se maintient de manière polyforme dans cette région. Effectivement, les Russes tentent de valoriser leur expertise en matière d'exploitation des ressources même dans des régions soumises à une menace terroriste en rappelant aux acteurs locaux et aux puissances présentes sur les lieux du conflit leur poids dans les actions autant que les débats internationaux autour de la lutte contre le terrorisme. Rappel qui insiste sur leurs victoires au Levant et en Tchétchénie.

Outre les Européens, il faut noter également l'affluence sur la scène saharo - sahélienne de pays comme la Turquie, Israël, le Qatar ou la Chine. Cette dernière a pour argument commercial et de lobbying, la capacité de réalisation massive d'infrastructures et d'édifices de services à but sociaux. Mais, à l'instar des autres puissances, Pékin ne cache nullement son intérêt pour les ressources naturelles hautement stratégiques pour son économie.

Vers une redynamisation des réseaux de contrebande et de migration clandestine :

La pression militaire exercée sur les groupes terroristes par les troupes françaises et leurs alliés dans le cadre de l'opération Barkhane a contribué sensiblement à réduire les flux de certaines contrebandes dangereuses, lesquelles se développaient, depuis 2012, sous la protection ou dans le giron de la nébuleuse terroriste au Sahara – Sahel. Les pistes des trafics étaient contrôlées, dans de larges pans, par des factions armées, à dominante terroriste qui s'adonnaient aussi à certaines activités de contrebande en coordination avec les réseaux transnationaux.

Le retrait ou le redéploiement des troupes françaises loin des terres de la contrebande contribuera à favoriser un nouveau rapprochement entre les réseaux de trafics transfrontaliers et les groupes terroristes. Ce rapprochement permettra, non seulement une intensification des flux et l'ouverture de nouvelles pistes, mais il ouvrira la voie à de nouveaux créneaux plus lucratifs dans l'éventail des activités illicites de l'alliance. A ce titre, il y a lieu de souligner que les arsenaux d'armes de la Libye regorgent encore de millions de pièces de bonne facture susceptibles d'être écoulées sur les territoires des insurrections potentielles ou en veilleuse. Les prospections illégales d'or ou d'autres minerais dans les sites informels constitueront aussi une ressource inestimable pour les trafiquants saharo – sahéliens et leurs protecteurs – associés, les groupes terroristes.

Toutefois, il faut mentionner que la menace la plus importante n'est pas circonscrite aux seules limites des territoires de l'économie de l'ombre ou au nord du Mali, mais elle a des ramifications attendues au sein même des cercles du pouvoir et de la décision politique dans certaines capitales de la région. En effet, les réseaux de la contrebande ont acquis une solide expérience en matière de phagocytage et d'inféodation au sein de l'establishment politique et des arcanes du pouvoir dans certaines capitales de la région. Une expérience qui leur permet d'acquiescer, à coups d'intéressements et de versements de pots-de-vin généreux à des élus ou à des responsables une certaine tolérance à l'égard de leurs activités et même un réel laxisme dans la lutte des organes répressifs de l'Etat contre les agissements illicites, principalement les trafics lucratifs de drogue, de cigarettes et de traite des humains. Grâce à cette connivence avec les hautes sphères du pouvoir local, les réseaux de la contrebande parviennent à desserrer l'étau autour des territoires où ils déploient leurs actions et permettent, par conséquent aux groupes terroristes de se mouvoir avec plus de liberté et d'acquiescer des aires de manœuvre plus élargies.

CONCLUSION :

La France a joué un rôle très important dans la lutte contre le terrorisme au Sahara Sahel. Les interventions françaises ont réussi à atténuer les crises mais n'ont pas réussi à les faire disparaître totalement. Le problème est toujours interne et est gravement lié à la situation socio-économique des pays. Mais c'est la fréquence des attaques qui fait la différence entre la présence et l'absence ou redéploiement des forces étrangères. Clairement, les opérations menées au Sahel ont empêché certains groupes djihadistes de gagner du terrain.

Le retrait n'aidera certainement pas à atténuer les fléaux du terrorisme, l'activisme de la contrebande illicite transfrontalière, les insurrections à caractère ethnique et les crises dans la région, bien au contraire, il peut susciter un regain de ces dynamiques et conduire à des fragmentations du territoire en entités disparates.

C'est dans cette optique qu'intervient la nouvelle stratégie autour de la task force européenne Takuba. Celle-ci constitue, de l'avis de ses promoteurs, la fin d'une approche unilatérale de la crise du Sahara – Sahel et une réelle évolution vers une approche multilatérale associant les partenaires européens de la France dans la gestion du dossier. A cette task force, les décideurs européens ont attribué deux missions prioritaires qui peuvent être résumées comme suit ;

- Œuvrer à neutraliser les structures ennemies en désorganisant leur haut commandement. Une mission qui a donc pour objectif clair de liquider les leaders terroristes d'Al Qaïda et de Daech dans la région ;
- Assurer un appui logistique, de formation et d'équipement à même d'assurer une montée en puissance des armées de la région.

Ce nouveau revirement dans la stratégie des acteurs occidentaux de la crise dans le Sahara – Sahel appelle, toutefois à quelques appréhensions. Une série de questions s'esquissent à la lecture des objectifs qui président à la création de la force Takuba et qui peuvent être formulées comme suit :

Jusqu'à quelle limite, les Européens, après constat de la situation dramatique dans la région du Sahara – Sahel et des limites inhérentes à la stratégie de l'intervention directe dans les conflits, pourront maintenir une présence militaire dans le boursier saharo - sahélien aux côtés de la France, un pays dont l'enlissement ne fait plus de doute, y compris dans le cercle très restreint de ses alliés les plus loyaux ;

L'hypothèse de voir se réaliser une montée en puissance des armées nationales dans la région du Sahara – Sahel ne semble pas constituer un objectif proche et réalisable à court ou moyen termes. Les missions axées autour de l'amélioration des capacités opérationnelles et de formation destinées aux troupes et aux élites des armées dans les États sahéliens n'ont pas nécessairement donné lieu à de francs succès sur le terrain face aux terroristes ;

Enfin, la lecture des termes définissant les missions de la force Takuma et son « insertion » dans le déroulement d'implémentation des opérations dans la région du Sahara – Sahel, on relève que cette force européenne a été conçue comme une alternative destinée à remplacer le dispositif Barkhane. Or, il convient de rappeler qu'à l'origine, c'est le G5 Sahel qui avait été initié comme alliance régionale avec

pour perspective de remplacer Barkhane. En remplaçant le G5 par l'opération Takuba sonne en fait l'aveu, de manière certes implicite mais définitive, de l'échec du G5 Sahel et de l'incapacité, reconnue par les acteurs européens de la crise, des armées régionales à prendre en charge, à terme, la lutte contre les terroristes.

En conclusion, il est permis de stipuler que la présence militaire française ne vit certainement pas ses derniers jours dans la région du Sahara – Sahel, du moins à court et à moyen termes. Du temps de Serval et de Barkhane, la sécurité de la région et principalement du Mali, a donné lieu à une perception qui résume la lutte contre le terrorisme à la seule responsabilité et action de la France. A ce titre, l'émergence de Takuba, comme nouvelle force en charge de la répression des activités insurrectionnelles et terroristes, constitue une stratégie de la France pour ne plus endosser seule à la fois les efforts multiples, mais aussi les critiques négatives récurrentes contre sa présence au Sahel. Avec Takuba, la sécurité au Sahara – Sahel, y compris la lutte contre la traite des humains et les réseaux de la migration clandestine, grandes menaces pour l'ensemble des pays européens, évoluerait alors vers une prise en charge collective de la part de l'Europe entière et de la communauté internationale par extension. En substance, l'opération Barkhane ne finit pas, elle s'européanise.

Sources :

- [DEFIS ET ENJEUX SECURITAIRES DANS L'ENVIRONNEMENT SAHELO-SAHARIEN.docx](#)
- [010 Les moissons amères T1D7.pdf](#)
- <https://information.tv5monde.com/afrique/terrorisme-au-sahel-qui-etait-adnan-abou-walid-al-sahraoui-l-emir-tue-par-l-armee-francaise>
- <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2017/08/2017-08-NCTS-Ammour-FRANCAIS.pdf>
- https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/presidentielle-au-burkina-faso-le-terrorisme-et-ses-consequences-enjeux-majeur-du-scrutin_4190549.html
- <https://www.bbc.com/afrique/region-57357433>
- <https://www.facebook.com/AfroAfroJ/posts/3102576906621441>
- <https://www.france24.com/fr/20191127-serval-barkhane-casques-bleus-les-op%C3%A9rations-militaires-au-mali-depuis-2013>
- <https://information.tv5monde.com/afrique/serval-barkhane-retour-sur-huit-ans-d-engagement-militaire-francais-au-sahel-396451>
- <https://www.defense.gouv.fr/operations/missions-realisees/afrique/operation-serval-2013-2014>
- <https://www.defense.gouv.fr/operations/afrique/bande-sahelo-saharienne/operation-barkhane/dossier-de-reference/operation-barkhane>
- <https://theconversation.com/fin-de-loperation-barkhane-au-mali-mythe-ou-realite-166291>
- <https://theconversation.com/la-decision-de-la-france-de-retirer-ses-troupes-du-sahel-appelle-a-une-approche-moins-militaire-163874>
- <https://www.france24.com/fr/20171221-niger-emmanuel-macron-operation-barkhane-g5-sahel-mali-burkina-faso-tchad-mauritanie>
- <https://www.france24.com/fr/afrique/20210917-mali-une-nouvelle-guerre-d-influence-entre-la-france-et-la-russie>
- <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/retrait-francais-du-mali-punir-les-putschistes-et-tenter-d-enliser-l-alg%C3%A9rie-analyse/2304595>
- https://www.lepoint.fr/afrique/mali-un-coup-d-etat-dans-le-coup-d-etat-28-05-2021-2428593_3826.php
- <https://www.sudouest.fr/international/afrique/le-mali-avec-un-soutien-appuye-de-la-russie-denonce-un-abandon-en-plein-vol-de-la-france-6205096.php>
- <https://theconversation.com/mali-un-coup-detat-dans-le-coup-detat-161594>

- <https://www.la-croix.com/Monde/Operation-Barkhane-quelles-consequences-cas-retrait-francais-Sahel-2021-02-15-1201140760>
- <https://www.lefigaro.fr/international/un-engagement-du-groupe-wagner-au-mali-affecterait-serieusement-les-relations-de-l-ue-avec-bamako-20210921>
- <https://www.lefigaro.fr/international/mali-la-france-menace-de-partir-si-bamako-a-recours-aux-mercenaires-russes-20210915>
- <https://www.ouest-france.fr/europe/russie/la-russie-livre-des-helicopteres-au-mali-en-pleine-crise-relationnelle-avec-la-france-150cb4b4-2288-11ec-bbd7-9fd0eb5422e3>
- https://www.lepoint.fr/afrique/mali-wagner-a-la-manoeuvre-a-bamako-14-09-2021-2443129_3826.php